



CHAPITRE 91

CHAPTER 91

Loi modifiant la charte de la Ville de Laval An Act to amend the charter of the City of Laval

[Sanctionnée le 12 août 1967]

[Assented to 12th August 1967]

Préam-
bule.

ATTENDU que la Ville de Laval a, par sa pétition, représenté qu'il est dans son intérêt et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires que sa charte, la loi 13-14 Elizabeth II, chapitre 89, soit modifiée;

Attendu qu'il est à propos d'accéder aux demandes contenues dans sa pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1965, c.
89, a. 33,
remp.

1. L'article 33 de la loi 13-14 Elizabeth II, chapitre 89 est remplacé par le suivant:

Respon-
sabilité du
paiement
des dettes,
etc.

« **33.** Toutes les dettes et obligations encourues par chacune des municipalités visées à l'article 2 à la date du 6 août 1965, que le montant en soit exigible ou non, sont payables par les contribuables de chacune de ces municipalités à l'exception de celles qui ont été encourues pour le bénéfice de plusieurs municipalités ou pour l'exécution de travaux ou l'acquisition de biens, meubles ou immeubles, pouvant au jugement du conseil bénéficier à la ville de Laval en totalité ou en partie; dans ce cas, le conseil peut, par règlement approuvé par la Commission municipale de Québec et le ministre des affaires municipales, mettre ces dettes et obligations, soit entièrement à la charge de la ville de Laval ou des

Preamble.

WHEREAS the City of Laval has, by its petition, represented that it is in its interest and necessary for the proper administration of its affairs that its charter, the act 13-14 Elizabeth II, chapter 89, be amended;

Whereas it is expedient to grant the prayers contained in its petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 33 of the act 13-14 Elizabeth II, chapter 89, is replaced by the following:

1965, c.
89, s. 33,
replaced.

Liability
for debts,
etc.

“**33.** All the debts and obligations incurred by each of the municipalities contemplated in section 2 on the 6th of August 1965, whether the amount is exigible or not, shall be payable by the ratepayers of each of such municipalities except those incurred for the benefit of several municipalities or for the carrying out of works or the acquisition of property, moveable or immovable, which might in the judgment of the council benefit the City of Laval in whole or in part; in such case, the council, by by-law approved by the Quebec Municipal Commission and the Minister of Municipal Affairs, may charge such debts and obligations, either entirely to the City of Laval or to the ratepayers of

contribuables d'une partie de son territoire, soit à la fois à la charge de la ville de Laval et à celle des contribuables d'une ou de plusieurs parties de son territoire, dans les proportions que détermine le règlement. »

a part of its territory, or to both the city of Laval and the ratepayers of one or more parts of its territory, in such proportions as shall be determined by the by-law."

1965, c.
89, a. 42a,
aj.

2. Ladite loi est modifiée en ajoutant après l'article 42 le suivant:

2. The said act is amended by adding after section 42 the following: 1965, c.
89, a. 42a,
added.

Emprunts
autorisés.

« **42a.** Sous réserve de l'approbation de la Commission municipale de Québec et du ministre des affaires municipales, la ville peut, par règlement, emprunter les deniers nécessaires pour payer toute dépense encourue avant le premier janvier 1966 par une municipalité visée à l'article 2 sans appropriation suffisante de deniers.

"**42a.** Subject to the approval of the Quebec Municipal Commission and the Minister of Municipal Affairs the city, by by-law, may borrow the moneys necessary to pay any expense incurred before the 1st of January 1966 by any municipality contemplated in section 2 without sufficient appropriation of funds. Loans
author-
ized.

Rembour-
sement.

Sous réserve de l'article 33, lorsque les dépenses ont été encourues en vertu d'un règlement d'emprunt, le remboursement de l'emprunt permis par le premier alinéa est à la charge des biens-fonds imposables visés par le règlement suivant les normes d'imposition qui y sont prévues.

Subject to section 33, when the expenses have been incurred under a loan by-law, the reimbursement of the loan authorized by the first paragraph shall be charged, in accordance with the criteria of taxation provided for in the by-law, to the taxable real estate therein contemplated. Reim-
burse-
ment.

Idem.

Sous réserve de l'article 33, lorsqu'il s'agit de dépenses encourues autrement qu'en vertu d'un règlement d'emprunt, le remboursement de l'emprunt permis par le premier alinéa est à la charge des biens-fonds imposables situés dans les limites de la municipalité qui les a encourues, telles qu'elles existaient le 1er mai 1965, conformément aux modes de taxation prévus à l'article 522 de la Loi des cités et villes. »

Subject to section 33, in the case of expenses incurred otherwise than under a loan by-law, the reimbursement of the loan authorized by the first paragraph shall be charged to the taxable real estate situated within the limits of the municipality which incurred them, as such limits existed on the 1st of May 1965, in conformity with the taxation methods provided for in section 522 of the Cities and Towns Act." Idem.

1965, c.
89, 1ère
annexe,
mod.

3. La première annexe de ladite loi est modifiée en remplaçant, dans les trente-deuxième et trente-troisième lignes, les mots et chiffre « et 207 » par les chiffres et mot « , 207 et 212 ».

3. Schedule One to the said act is amended by replacing the word and figures "and 207" in the thirty-first line by the figures and word " , 207 and 212". 1965, c.
89, Sch.
1, am.

Id., 2e
annexe,
mod.

4. La deuxième annexe de ladite loi est modifiée en remplaçant, dans la quarante et unième ligne de la description du quartier No 1 — Auteuil, les mots « de l'île numéro » par les mots et chiffre « des îles numéros 212 et ».

4. Schedule Two to the said act is amended by replacing the words "island number" in the thirty-eighth and thirty-ninth lines of the description of ward No. 1 — Auteuil by the words and figures "islands numbers 212 and". Id.,
Sch. 2,
am.

S.R., c.
193, a.
135, remp.
pour la
ville.

5. L'article 135 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193) est remplacé, pour la ville, par le suivant:

5. Section 135 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193) is replaced for the city by the following: R.S., c.
193, s.
135,
replaced
for city.

Époque
de la
confec-
tion.

« **135.** Avant le premier septembre de chaque année où une élection générale a lieu, le greffier dresse ou fait dresser sous sa direction, de la manière ci-après indiquée, une liste des personnes inscrites sur les rôles d'évaluation et de perception des taxes de la municipalité et possédant le cens électoral. »

S.R., c.
193, a.
593, remp.
pour la
ville.

6. L'article 593 de ladite loi est remplacé, pour la ville, par le suivant :

Approba-
tion de
règle-
ments.

« **593.** Tout règlement qui décrète un emprunt doit, pour entrer en vigueur et devenir exécutoire, être approuvé par les électeurs municipaux propriétaires d'immeubles imposables conformément au présent article et subséquemment autorisé par le ministre des affaires municipales.

Assemblée
publique.

Une assemblée publique des électeurs municipaux propriétaires d'immeubles imposables doit être tenue, après l'adoption d'un tel règlement, au lieu, au jour et à l'heure fixés par le conseil à cette fin.

Tenue.

Cette assemblée doit être tenue entre sept heures et dix heures du soir, au plus tard le quinzième jour de la date de l'adoption du règlement, après un avis de convocation d'au moins cinq jours francs donné par le greffier.

Président.

Elle est présidée par le maire ou par un membre du conseil désigné par le maire.

Procé-
dure.

Le greffier, agissant comme secrétaire de l'assemblée, soumet le règlement aux électeurs présents et habiles à voter sur ce règlement, en en faisant connaître l'objet et le mode d'imposition de toute taxe qui peut y être prévue pour rembourser l'emprunt. Si, avant qu'il se soit écoulé deux heures depuis l'ouverture de l'assemblée, cent électeurs présents demandent que le règlement soit soumis pour approbation aux électeurs municipaux propriétaires d'immeubles imposables, le président de l'assemblée doit fixer le jour du vote sur ce règlement, à une date appropriée dans les quarante jours suivant cette assemblée; dans le cas contraire, le règlement est réputé avoir été approuvé par les électeurs.

Appro-
bation.

Lorsque le vote n'est pas tenu à la suite de l'assemblée publique prévue par

Time of
prepara-
tion.

« **135.** Prior to the first of September in each year in which a general election is held, there shall be prepared, by the clerk or under his direction, in the manner hereinafter mentioned, a list for the municipality of the names of persons entered on the valuation roll and the collection roll of the municipality and qualified to be entered in the electoral list. »

6. Section 593 of the said act is replaced for the city by the following :

R.S., c.
193, s.
593, re-
placed for
city.

« **593.** Every by-law ordering a loan, in order to come into force and effect, must be approved by the municipal electors who are owners of taxable immovables under this section, and subsequently authorized by the Minister of Municipal Affairs.

Approval
of
by-laws.

A public meeting of the municipal electors who are owners of taxable immovables shall be held after the passing of such by-law, at the place, on the day and at the time fixed by the council for such purpose.

Public
meeting.

Such meeting shall be held between seven and ten o'clock in the evening, on or before the fifteenth day after the date of the passing of the by-law, after the clerk has given a notice of convocation of at least five clear days.

Holding.

Such meeting shall be presided over by the mayor or by a member of the council designated by the mayor.

Presi-
dent.

The clerk, acting as secretary of the meeting, shall submit the by-law to the electors present and qualified to vote on such by-law, informing them of the purpose and the method of imposition of any tax which may be provided for therein for the repayment of the loan. If, within two hours of the opening of the meeting, one hundred electors present ask that such by-law be submitted for the approval of the municipal electors who are owners of taxable immovables, the chairman of the meeting shall fix, for voting on such by-law, a suitable date within the forty days following such meeting; otherwise the by-law is deemed to have been approved by the electors.

Proce-
dure.

When a poll is not held following the public meeting provided for by this sec-

Approval.

le présent article, le règlement est réputé avoir été approuvé par les électeurs, même dans le cas des articles 596 et 597; si le vote a lieu et que la corporation tombe dans l'un des cas prévus aux articles 596 ou 597, le règlement doit faire l'objet d'un vote suivant les proportions édictées à l'article 596 ou, selon le cas, à l'article 597.

Plusieurs
règle-
ments.

Plus d'un règlement, mais jamais plus de cinq, peuvent être ainsi soumis au cours d'une même assemblée; en ce cas, le secrétaire de l'assemblée doit dresser un procès-verbal distinct pour chacun des règlements. »

Modifi-
cation
autorisée.

7. La ville de Laval peut, par règlement, modifier son règlement numéro L-129 pour l'exercice financier 1966, en fixant le taux de la taxe d'après le rôle d'évaluation homologué par le conseil le 7 novembre 1966; notwithstanding sa résolution numéro 66-405, le conseil détermine le montant du deuxième versement de la taxe exigible pour 1966.

Taxe
d'eau
pour
1966.

8. Nonobstant toute disposition inconciliable des règlements en vigueur d'une municipalité visée à l'article 2 de la loi 13-14 Elizabeth II, chapitre 89, le conseil de la ville de Laval peut, en tout temps au cours de l'année 1967, imposer par règlement et percevoir la taxe d'eau pour l'exercice financier 1966.

Verse-
ments au
fonds de
roule-
ment, etc.

9. Le conseil de la ville de Laval est autorisé à verser le capital du fonds de roulement des municipalités visées à l'article 2 de la loi 13-14 Elizabeth II, chapitre 89 dans le capital du fonds de roulement de la ville de Laval, lorsqu'il le constituera, et l'utilisation des deniers de tous ces fonds se fera sans égard à leur provenance.

Amortis-
sement.

L'amortissement des emprunts par obligations contractés pour la constitution des fonds que la ville de Laval est autorisée à utiliser en vertu de l'alinéa précédent et l'intérêt sur ces emprunts sont à la charge de la ville de Laval.

Règle-
ments
abrogés.

10. Le règlement numéro 44 de la ville de Plage Laval et le règlement numéro 120 de la ville de Laval-Ouest sont abrogés.

tion, the by-law shall be deemed to have been approved by the electors, even in the case of sections 596 and 597; if a poll is held and the corporation falls under one of the cases provided for in section 596 or 597, the by-law shall be voted on according to the proportions enacted in section 596 or section 597, as the case may be.

More than one by-law, but never more than five, may be so submitted at one meeting; in such case, the secretary of the meeting shall draw up a separate minute for each by-law."

Several
by-laws.

7. The City of Laval, by by-law, may amend its by-law number L-129 for the fiscal year 1966, by fixing the tax rate according to the valuation roll homologated by the council on the 7th of November 1966; notwithstanding its resolution number 66-405, the council shall determine the amount of the second instalment of the tax payable for 1966.

Amend-
ment
author-
ized.

8. Notwithstanding any inconsistent provision of the by-laws in force of any municipality contemplated in section 2 of the act 13-14 Elizabeth II, chapter 89, the council of the City of Laval, at any time during the year 1967, may impose by by-law and collect the water-tax for the fiscal year 1966.

Water-tax
for 1966.

9. The council of the City of Laval is authorized to pay the capital of the working funds of the municipalities contemplated in section 2 of the act 13-14 Elizabeth II, chapter 89 into the working fund of the City of Laval when it is constituted, and all such moneys shall be used without regard to the source thereof.

Payments
to work-
ing fund,
etc.

The amortization of the bonded loans contracted for the constitution of the funds which the City of Laval is authorized to use under the preceding paragraph, and the interest on such loans, shall be payable by the City of Laval.

Amorti-
zation.

10. By-law number 44 of the town of Plage Laval and by-law number 120 of the town of Laval West are repealed.

By-laws
repealed.

Effet.	11. Les articles 3 et 4 ont leur effet à compter du 6 août 1965.	11. Sections 3 and 4 shall have effect as from the 6th of August 1965.	Effect.
Idem.	Les articles 7 et 8 ont leur effet à compter du 15 décembre 1966 et les rôles faits après cette date pour la perception des taxes prévues auxdits articles sont valides et légaux.	Sections 7 and 8 shall have effect as from the 15th of December 1966 and the rolls prepared after such date for the collection of the taxes provided for in the said sections are valid and legal.	Idem.
Entrée en vigueur.	12. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.	12. This act shall come into force on the day of its sanction.	Coming into force.